



Lettre n° 181 du 7 mars 2021

Au sommaire :

- **Le capitalisme et ses larbins, principaux obstacles pour lutter contre la pandémie et maîtriser la suite**
Bruno Bajou
- **8 mars : la lutte pour les droits des femmes, un combat universel pour l'émancipation** - *Isabelle Ufferte*

Le capitalisme et ses larbins, principaux obstacles pour lutter contre la pandémie et maîtriser la suite

Alors que la situation sanitaire ne cesse d'empirer avec la diffusion rapide de nouveaux variants, le gouvernement est incapable de maîtriser l'épidémie. Il ne sait que multiplier les mesures contraignantes contre les populations des régions les plus touchées. Au couvre-feu à 18 heures appliqué dans tout le pays, aux confinements locaux comme à Nice, Castex a annoncé jeudi dernier une nouvelle série de mesures concernant une liste de « départements à risque » qui ne cesse de s'allonger... confinements les week-ends comme dans le département du Pas-de-Calais, extension du port du masque, fermeture de magasins mais aussi possibilité pour les préfets d'interdire toute manifestation au nom du risque sanitaire...

Il semble que le plus important soit donc de rester enfermé pendant les heures de repos ou de loisirs... pour que leur « monde d'avant », c'est-à-dire la machine à profit puisse continuer à tourner, même si tout est bousculé !

Parce que le gouvernement ne veut ni s'opposer au patronat, ni dégager des moyens supplémentaires ne serait-ce qu'en embauchant des personnels suffisants dans les écoles, les hôpitaux et les Ehpad, il ne sait qu'utiliser la contrainte contre les populations, multiplier les interdits contradictoires, les contrôles policiers et les sanctions et culpabiliser tout le monde... jusqu'aux soignants accusés de ne pas donner l'exemple pour la vaccination, leçon de morale particulièrement indécente et insupportable.

Le fiasco de la campagne de vaccination... l'avidité de Big pharma

Castex, comme Macron et le gouvernement depuis la rentrée, multiplient les annonces en prenant des poses de grands stratèges, jusqu'à la ministre des armées qui a annoncé l'ouverture de centres de vaccination dans 4 hôpitaux militaires. Tous les enseignants vaccinés au plus tard

en mars, avait promis Blanquer en janvier ; 10 millions d'ici la mi-avril, 20 millions d'ici la mi-mai, 30 millions cet été, a promis Castex jeudi ! Les annonces gouvernementales n'engagent que ceux qui y croient. En réalité la campagne de vaccination se révèle de plus en plus comme un fiasco... et certainement pas à cause de l'hostilité aux vaccins car, tout au contraire, ceux qui voudraient se faire vacciner, bien souvent, ne le peuvent pas.

En France à peine 2 % de la population a pu être pleinement vaccinée (4 % avec ceux qui attendent encore leur deuxième dose). Même ceux qui devraient être prioritaires, n'ont pas toujours accès aux vaccins à cause de la pénurie. A Bordeaux, fin février, une cinquantaine d'habitants d'une résidence pour personnes âgées ont manifesté pour réclamer les doses qui leur avaient été promises en décembre : « On veut des vaccins ! ».

Les firmes pharmaceutiques se sont précipitées pour rafter les marchés publics sans se soucier d'investir pour satisfaire les commandes. Alors que l'Union Européenne avait commandé 180 millions de doses à AstraZeneca pour le 2^{ème} trimestre 2021, seules 90 millions devaient être livrées. Les firmes se mènent une concurrence féroce, protégeant jalousement leurs brevets, leurs secrets de fabrication. Et les retards s'accumulent, un mois de retard pour les doses de vaccin Johnson & Johnson prévues pour avril ; 10 millions de doses de moins que prévu pour le vaccin de Pfizer....

C'est toute l'absurdité de la situation. Des vaccins ont été mis au point grâce aux extraordinaires progrès des sciences et des techniques et c'est à ce jour le seul espoir d'en finir rapidement avec cette pandémie. Mais ces vaccins ne sont finalement que de simples marchandises avec lesquelles les multinationales pharmaceutiques prévoient surtout d'engranger des milliards de bénéfices.

C'est ce que dénonce à juste titre l'appel-pétition « *Brevets sur les vaccins anti-covid, Stop. Requisitions !* » soutenu par une cinquantaine d'organisations associatives, syndicales, politiques dont le NPA [1]. Cet appel exige la suspension des brevets sur les vaccins, la réquisition et le contrôle de leur production et appelle à faire du jeudi 11 mars, date anniversaire de la déclaration de la pandémie mondiale par l'OMS, une journée d'action.

La pandémie révèle l'absurdité d'un système où les capacités scientifiques de l'humanité entrent en contradiction avec la propriété privée capitaliste qui les détourne de leur utilité sociale pour les mettre avant tout au service de l'avidité des multinationales.

Une politique au service des 1 % contre les 99 %

Les États se détournent de l'intérêt collectif pour faire valoir ceux d'une minorité d'actionnaires. Ils sont incapables de suspendre les brevets, réquisitionner les usines de production, pour organiser, planifier la production et la distribution en masse des vaccins à l'échelle du monde. Au nom du respect de la propriété capitaliste, les industriels font ce qu'ils veulent en fonction de la seule recherche de profit.

La pandémie accélère la crise économique, la multiplication des plans de licenciements, des fermetures d'entreprises, entraîne déjà l'aggravation dramatique de la situation de millions de personnes.

Face à la catastrophe sociale qui se développe, alors que le chômage a bondi de près de 9% en un an, la seule urgence du gouvernement est de mettre en place sa réforme de l'assurance-chômage qui à partir du 1 juillet va entraîner une baisse des allocations pour au moins 800 000 personnes selon les propres estimations du ministère du travail. Et si la réforme des retraites vers un système à points semble être momentanément suspendue, l'augmentation de l'âge légal de départ est à nouveau en discussion, révélant le fond de la réforme... une nouvelle attaque contre le monde du travail.

Face au discrédit des classes dominantes et à la colère qui monte, le gouvernement ne fait qu'afficher son mépris, stigmatisant les travailleur·ses, les pauvres, les jeunes, les immigré·es dans un climat de surenchère réactionnaire et démagogique avec l'extrême-droite, et à grand renfort de déploiement de forces de l'ordre. C'est une offensive raciste et sécuritaire dans laquelle s'inscrivent la campagne contre « *l'islamo-gauchisme* », le vote de la loi « *contre le séparatisme* », comme la loi « *sécurité globale* » que la commission des lois du Sénat vient pour l'essentiel de

valider et qui ne vise qu'à renforcer l'arsenal policier de surveillance et de répression des populations.

Cette fuite en avant des classes dominantes révèle leur totale incapacité à avoir d'autres préoccupations que la défense la plus étroite de leurs intérêts de classe, un aveuglement qui accentue la catastrophe sanitaire, environnementale, économique et sociale.

Mettre en place une politique d'urgence sanitaire supposerait, en premier lieu, réunir en un seul service public de santé l'ensemble des hôpitaux, des cliniques privées, la médecine de ville, comme la recherche médicale et l'industrie pharmaceutique, ce serait la condition pour mobiliser l'ensemble des ressources humaines et scientifiques du pays.

Mais c'est bien à l'échelle du monde que se pose la lutte contre la pandémie. Elle devrait reposer sur une politique de santé mondiale commune, dépassant le cadre étroit des frontières comme des intérêts privés des firmes multinationales, pour permettre de mutualiser toutes les connaissances, les technologies, les ressources. Cela signifierait non seulement suspendre les brevets sur les vaccins et les médicaments mais aussi réquisitionner les usines pour coordonner, planifier la production de masse des vaccins pour permettre une campagne de vaccination gratuite à l'échelle de la planète.

Un tel plan d'urgence sanitaire est possible mais sa mise en place se heurte à la propriété capitaliste. Les politiques sanitaires actuelles ne font qu'imposer contraintes et répression aux populations, au monde du travail et à la jeunesse, entraînant une explosion de toutes les inégalités, accentuant la crise économique, sociale, démocratique, la crise globale du capitalisme.

L'incurie de la bourgeoisie et des États les disqualifie aux yeux des populations, les prises de conscience s'accroissent, conduisent à la contestation radicale du pouvoir de la minorité capitaliste. L'occupation du théâtre de l'Odéon depuis le 4 mars par des intermittents qui dénoncent la précarité, donne des airs de 68, dans un climat de colère sociale qui monte au moment où les experts du FMI anticipent la multiplication des soulèvements sociaux dans les années à venir.

La pandémie en révélant et accentuant la faillite du capitalisme ouvre une période de luttes et de révolutions, qui dessinent de nouvelles perspectives pour construire une nouvelle organisation économique et sociale.

Bruno Bajou

[1] Lien vers l'appel-pétition : <https://www.wesign.it/fr/sante/brevets-sur-les-vaccins-anti-covid-stop-requisition->

8 mars : la lutte pour les droits des femmes, un combat universel pour l'émancipation

« *Je veux me battre partout où il y a de la vie* » expliquait la militante féministe allemande, socialiste et communiste, Clara Zetkin [1] qui avait appelé à une journée in-

ternationale pour les droits des femmes lors de la Conférence internationale des femmes socialistes, en 1910 à Copenhague. Une journée de lutte que le gouvernement

issu de la révolution russe sera le premier à officialiser le 8 mars 1921, il y a exactement 100 ans, en l'honneur des ouvrières de Petrograd qui s'étaient soulevées le 8 mars 1917, premier jour de la révolution russe.

Clara Zetkin a contribué, aux côtés de Rosa Luxembourg et d'Alexandra Kollontaï, à faire de la lutte pour ces droits un combat international et universel, de classe, partie intégrante de la lutte pour l'émancipation humaine, pour le renversement du capitalisme.

« Les travailleuses sont absolument convaincues que l'émancipation des femmes n'est pas un problème isolé, qu'il fait partie de la question sociale. Elles savent pertinemment qu'il ne pourra être résolu tant que la société actuelle n'aura pas été fondamentalement transformée. La question de l'émancipation des femmes est née avec les temps modernes et c'est la machine qui l'a engendrée. [...] La grande industrie a vidé de son sens la production à domicile de biens destinés à la famille. Mais elle a créé simultanément les bases de l'activité des femmes dans la société [...] Or, si les femmes ne sont plus dépendantes des hommes sur le plan économique, il n'y a aucune raison pour qu'elles le restent sur le plan social. Toutefois, pour le moment, cette indépendance profite moins aux femmes qu'au capitaliste » expliquait Clara Zetkin en juillet 1889 au congrès de fondation de la seconde Internationale.

130 ans plus tard, les femmes du monde entier ont une place centrale dans l'économie mais restent les premières de corvée, occupant les emplois parmi les plus pénibles et mal payés, aux horaires « atypiques » et décalés, sur des temps incomplets et interrompus. 80 % des temps partiel en France sont occupés par des femmes et 30 % des femmes travaillent à temps partiel. La différence entre les salaires des hommes et des femmes est de plus de 25 % ! *« C'est comme si chaque jour à partir de 15h40, les femmes travaillaient gratuitement »* explique le texte unitaire qui appelle les femmes et les hommes à participer lundi aux manifestations et à la grève féministe internationale : *« ce 8 mars, arrêtons le travail [...] parce que si les femmes s'arrêtent, le monde s'arrête »*. *« Nous serons en grève avec les femmes du monde entier pour refuser toutes et tous ensemble de payer le prix de la crise avec notre travail, notre salaire, notre corps »*.

Les luttes des femmes pour leurs droits fondamentaux, un élément central de la lutte de classe

Ce 8 mars 2021, l'exigence d'une réelle égalité entre les sexes prend un sens particulier alors que les femmes sont parmi les premières victimes de la pandémie et de l'accélération de la crise économique et sociale. Les métiers du soin, du ménage, de l'accueil, de l'enfance, du commerce et des secteurs les plus exposés restent très majoritairement féminins, « femmes » de ménage, aides-soignantes, infirmières, travailleuses en Ehpad ou en crèches, institutrices, mais aussi caissières et bien d'autres... A cela s'ajoutent l'enfermement, l'enchaînement supplémentaire que

représentent le confinement et le couvre-feu au sein du foyer, et une hausse considérable des violences subies.

« N'oubliez jamais qu'il suffira d'une crise politique, économique ou religieuse pour que les droits des femmes soient remis en question. Ces droits ne sont jamais acquis. Vous devrez rester vigilantes votre vie durant » disait Simone de Beauvoir. Oui, tant que perdurera une société de classe, le pouvoir d'une minorité qui ne peut se survivre qu'en écrasant les plus faibles, en divisant les exploités.e.s entre elles/eux, en instrumentalisant les préjugés pour mieux tenter d'assurer leur domination, nous ne pourrions mettre durablement fin aux oppressions, injustices et violences sexistes. La division du travail imposée aux sexes et surtout sa hiérarchisation n'ont rien de « naturel », elles sont le fruit d'une longue histoire d'exploitation et d'oppressions.

Dans cette période de capitalisme pourrissant, les réactionnaires de tous poils, de toutes nationalités et religions sont à l'offensive. De la « manif pour tous » et des militants anti-IVG sortis de leurs placards nauséabonds en passant par les hommes de pouvoir accusés et/ou reconnus de viols jusqu'aux régimes interdisant l'avortement, les relations sexuelles hors mariage, hypersexualisant la femme tout en lui interdisant de montrer son corps, ses seins et jusqu'à ses cheveux... coupables de tenter les hommes (!), légitimant les mariages forcés et jusqu'à la violence inouïe de l'excision, un même rouleau compresseur écrase les droits fondamentaux de la moitié de l'humanité.

Mais dans le monde entier, les luttes des femmes et la place qu'elles occupent dans la contestation et les révoltes sociales, ne cessent de grandir. Elles sont un élément fondamental de la période et donnent une nouvelle vigueur à la lutte de classe, renforcent son contenu émancipateur.

Des paysannes indiennes aux ouvrières des usines textiles d'Ethiopie ou du Bangladesh, des femmes de ménage des hôtels parisiens aux manifestantes du Hirak algérien ; des luttes pour le droit à l'IVG au Chili, en Pologne ou au Brésil aux femmes iraniennes qui bravent le pouvoir, les religieux et leur police en ôtant publiquement leur voile ; des mères noires américaines à l'origine de Black Lives Matter aux mères célibataires sur les ronds-points des Gilets jaunes ; des étudiantes de Science Po à la parole libérée par le livre de Camille Kouchner contre Olivier Duhamel, ancien directeur de Science Po Paris, à la vague internationale MeToo ou à la démission du patron japonais des JO après des propos sexistes, des colleuses qui placardent les rues contre les féminicides aux Rosies en bleus de travail et gants mappa dans les manifestations syndicales... c'est un mouvement de contestation international, multiforme, puissant, qui secoue la planète et encourage les femmes et à travers elles une grande partie des 99 % à exiger le respect, la justice, l'égalité, et à contester toute forme de domination.

Un cataclysme pour tous les réacs, pétrifiés face au courage des victimes qui dénoncent et témoignent des viols, de l'inceste, cette conséquence directe de la domination

sur les femmes, de l'appropriation des corps des jeunes filles et garçons.

La peur que fait naître la révolte des femmes, la confiance retrouvée qui permet de relever la tête et libère la parole est un des moteurs profonds de l'offensive réactionnaire cherchant à faire taire. Les cris d'orfraie, les litres d'encre répandus par certains pour « argumenter » contre l'écriture inclusive en dit long.

Mais chaque lutte est un point marqué, un encouragement pour toutes celles et ceux qui se battent pour une société émancipée, débarrassée du machisme et de toute oppression.

La victoire des femmes en Argentine après une lutte longue et massive pour le droit à l'IVG a résonné dans le monde entier. En particulier en Pologne où l'interdiction quasi-totale de l'avortement votée le 27 janvier provoque depuis l'automne une profonde contestation. De larges couches du monde du travail et de la jeunesse se mobilisent, aux côtés de collectifs féministes tels que Strajk Kobiet (Grève des Femmes) pour exiger le respect du droit à l'IVG et, au-delà, de l'ensemble des droits démocratiques et sociaux qu'écrase le gouvernement ultra-réactionnaire.

« L'émancipation sera le genre humain ! »

En 2020, en France, près de 100 femmes sont mortes sous les coups de leurs conjoints ou ex. Chaque jour, 250 femmes sont victimes de viol ou de tentatives de viol, 32 % ont subi du harcèlement sexuel au travail et 16 % de la population a été victime de maltraitance sexuelle dans l'enfance selon les chiffres collationnés par *#NousToutes*. Sans parler de la vie faite à ces femmes, de plus en plus nombreuses, de plus en plus jeunes, d'origine immi-

grée ou non, contraintes de vivre dans la rue ou dans des squats et campements sordides seules ou avec leurs enfants, dans un des pays les plus riches de la planète.

La grande majorité des femmes et des jeunes filles subissent des agressions et pressions quotidiennes plus ou moins violentes au travail ou à l'école et à l'université, dans la rue ou au sein du foyer. Mais elles sont de plus en plus nombreuses à résister, à refuser de se conformer au rôle et aux normes que tente de leur imposer la société. Comme cette « réputation » qu'il leur faudrait défendre, ces exigences et interdits auxquels elles sont censées se conformer et qui brisent des vies.

C'est contre ce gâchis monumental, révoltant qui enferme tout autant les hommes que les femmes et pervertit les relations entre les individus que se lèvent de nombreuses et nombreux jeunes et moins jeunes. Ce mouvement pour l'émancipation est universel, international et est partie intégrante de la lutte contre l'exploitation, contre la société de classe qui légitime, nourrit le machisme et les oppressions.

C'est un combat révolutionnaire, démocratique qui porte la perspective socialiste et communiste, une société débarrassée de la logique du profit, de la propriété privée des moyens de production et des individus, permettant le plein épanouissement et le libre choix de chacun.e à travers l'action collective, tous sexes et genres confondus.

Isabelle Ufferte

[1] Les éditions *Hors d'atteinte* viennent de publier fort à propos un recueil de textes sur et de Clara Zetkin, *Je veux me battre partout où il y a de la vie – Clara Zetkin, La femme qui inventa le 8 mars*